



Monsieur le Directeur Académique,
Cher.es collègues,

Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui, c'est que la situation que l'on nous présente à travers la proposition de répartition des moyens du premier degré dans le département n'est pas très réjouissante.

Nous ne contestons évidemment pas la baisse de la démographie scolaire sensible dans les Hauts-de-Seine, mais :

- à l'heure où l'attractivité de notre profession est au plus bas,
 - à l'heure où le baromètre de la DEPP indique qu'une majorité d'enseignant.es se dit insatisfait de son niveau de rémunération, de ses perspectives de carrière, et qu'une minorité a le sentiment d'exercer un métier valorisé dans notre société,
 - à l'heure où des dizaines de postes d'enseignant.es et d'AESH dans notre département sont encore vacants faute de personnels titulaires mais faute également de personnels contractuels,
 - à l'heure où l'on ne cesse de déplorer les résultats insuffisants de nos élèves par rapport à ceux de nos voisins européens ainsi que la hausse des inégalités à l'école,
- le Sgen-CFDT considère que l'on manque une fois de plus l'occasion d'améliorer les conditions de travail des enseignant.es, et surtout celle d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

Certes, réclamer des « moyens » ne suffit pas sans une réflexion sur la pédagogie, mais nous regrettons au Sgen-CFDT que nous ne puissions pas enfin privilégier le qualitatif en permettant notamment le retour significatif des réseaux d'aide qui sont décimés dans les Hauts-de-Seine et qui pour nous sont un levier essentiel au service des élèves en difficulté et de l'école inclusive.

Nous regrettons également que la carte de l'Éducation prioritaire ne soit toujours pas actualisée pour coller au plus proche des réalités du terrain afin d'affecter des postes là où les élèves en ont le plus besoin.

Le Sgen-CFDT regrette enfin qu'au regard des nombreuses priorités nationales (plafonnement des classes de GS, CP, CE1, dédoublement de ces mêmes classes en éducation prioritaire, ouverture d'ULIS), la baisse du nombre d'élèves ne soit pas suffisamment sensible dans les classes du département. Nous avons pu en effet constater dans les chiffres que vous nous présentez aujourd'hui un nombre conséquent d'écoles où les effectifs d'élèves dans les niveaux non plafonnés (PS, MS, CE2, CM1, CM2) sont très élevés.

Rappelons tout de même que dans une autre étude de la DEPP, il est indiqué qu'on compte dans l'Union Européenne en moyenne 19 élèves par classe à l'école primaire. Et c'est la France qui détient le palmarès des classes les plus chargées avec en moyenne 22 élèves par classe.

Le ministre N'Diaye exhorte, dans ses vœux, les enseignant.es et les élèves à être heureux à l'école, le ministre Blanquer quant à lui voulait recréer l'école de la confiance, pour le Sgen-CFDT ces deux notions ne se décrètent pas. Pour restaurer de la confiance, pour que les différents personnels soient heureux sur leurs lieux de travail, il faut des mesures fortes et concrètes pour améliorer les conditions de travail et l'attractivité de notre profession.

Le Sgen-CFDT sera toujours force de propositions grâce à sa volonté de dialogue et de construction collective pour arriver à ces objectifs fondamentaux. Malheureusement, face à la faiblesse des ambitions gouvernementales pour notre École, nous ne pouvons que constater que nous sommes très loin du compte.